



Société pédagogique genevoise

Genève, le 7 décembre 2007

***Aux membres de la commission  
de l'enseignement et de l'éducation***

Par son président,  
Monsieur  
François GILLET  
2, rue de l'Hôtel-de-Ville  
case postale 3970  
1211 Genève 3

*Nouveau fonctionnement de l'enseignement primaire – rentrée 2008*

Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs les députés,

J'ai le plaisir de vous remettre en annexe la résolution adoptée par l'Assemblée générale extraordinaire de la SPG du 6 décembre 2007.

Depuis deux ans, la SPG a mené moult consultations auprès de sa base au sujet de l'autonomie partielle des établissements et de l'instauration de directions. L'étape franchie maintenant est décisive et illustre le constant travail de construction mené par l'association professionnelle.

Dans le but d'offrir aux élèves de meilleures conditions de formation, le corps enseignant primaire est décidé à soutenir la mise en place de nouvelles structures. Je suis persuadé que la volonté de faire acquérir le maximum de compétences et de connaissances à tous les élèves guide les choix des enseignants. La voie qui se dessine devrait permettre de réaliser cet objectif. Madame Isabelle Chassot, présidente de la CDIP, soulignait le 4 décembre dernier dans son discours prononcé à l'occasion des résultats PISA 2006 que « *les études PISA (...) confirment à long terme le constat suivant : les réformes scolaires lancées en Suisse dans les années 1990 commencent à déployer leurs effets et elles ont contribué à améliorer l'efficacité du système éducatif. On citera l'introduction progressive des directions d'établissements, l'autonomisation partielle des écoles (...)* ». Force est de constater que sur ces deux derniers exemples, Genève n'est pas en avance.

La forte position prise par l'Assemblée du 6 décembre constitue donc l'occasion d'aller de l'avant. Mais l'envergure de ce dossier et la réalisation sans précédent que cela impliquera demanderont encore des efforts et des moyens importants, qu'il convient de ne pas sous-estimer.

En effet, l'évolution notable que connaît aujourd'hui le dossier du nouveau fonctionnement de l'enseignement primaire a été rendue possible grâce aux garanties fournies par le conseiller d'Etat en charge du DIP. La SPG avait, avec raison, soutenu qu'un changement aussi important ne pouvait se concrétiser sans les moyens en conséquence. Il semble à ce jour possible de dégager, ou plutôt de conserver, les ressources nécessaires pour l'enseignement primaire et je m'en félicite. Il s'agit dès lors de ne pas faiblir et d'honorer les promesses afin d'éviter de casser l'impulsion donnée.

./.

J'ai l'intime conviction que vous conviendrez avec moi que les attentes et les besoins de l'enseignement primaire sont somme toute très raisonnables au regard de l'importance des enjeux pour notre canton et du gain pour l'éducation que nous espérons en tirer.

Vous constaterez également que nombre de chantiers sont ouverts et que les réponses pour chacun d'entre eux, qui devront être apportées d'ici à fin juin, représentent autant de conditions de réussite pour la mise en place de l'ensemble du projet à la rentrée 2008. C'est à la fois impressionnant par l'ampleur des tâches qui restent à réaliser mais aussi rassurant par le fait que ces options fondamentales sont partagées par le département et le syndicat.

Vous l'aurez compris, le corps enseignant primaire a tiré des enseignements du passé et ne se lancera pas dans une aventure, aussi passionnante soit-elle, sans que les promesses soient tenues, intégralement et en temps voulu. Aucun impondérable ne pourra être invoqué pour justifier de revoir à la baisse ou de reporter les moyens indispensables à un changement qui profitera aux huit premiers degrés de la scolarité obligatoire.

J'espère que vous prêterez une attention toute particulière à ce dossier et veillerez avec la même acuité que l'association professionnelle à ce que toutes les conditions de réussite soient réunies.

Le comité de la SPG se tient à disposition de la commission de l'enseignement et de l'éducation pour compléter et étayer sa position sur le nouveau fonctionnement attendu.

Je vous remercie de votre attention et vous prie de croire, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les députés, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Olivier BAUD, président

Copie à :  
(par voie électronique)

- Messieurs les conseillers d'Etat  
- Mesdames et Messieurs les députés au Grand Conseil genevois

Annexe mentionnée